

Organisations de la Société Civile du Burundi

**Conférence de presse du
Jeudi, le 16 avril 2009**

Mot liminaire

Mesdames,

Messieurs les journalistes,

En vous invitant à cette conférence de presse que plusieurs associations de la société civile ont décidé de co-organiser en portant encore le deuil de feu Ernest Manirumva, le Vice-président de l'OLUCOME cruellement assassiné pendant la nuit du 8 au 9 avril dernier, nous voudrions partager avec les médias et le monde, notre peine et notre inquiétude face à la recrudescence de l'insécurité dans le pays.

L'assassinat d'Ernest Manirumva a été particulièrement cruel et révoltant ; mais un léger regard rétrospectif sur la page « assassinats » au Burundi prouve à suffisance que ce meurtre s'inscrit dans un faisceau de nombreux autres crimes odieux jamais élucidés en dépit du ferme engagement du gouvernement à identifier les criminels. Pour la bonne gouverne de l'opinion nationale et internationale, il sied de rappeler quelques enquêtes initiées en grandes pompes pour finir en queue de poisson : Assassinat du Dr Kassy Manlan, ancien Représentant de l'OMS au Burundi, de Luis Zuniga alors Représentant de l'UNICEF au Burundi, de Samuel Nimubona, ancien Représentant Légal de l'Association « Ministère du Réveil en Afrique », de Michael Courtney, ancien Nonce Apostolique à Bujumbura, de Mme Agnès Bury, agent de l'ONG française Action Contre la Faim, des dizaines de victimes des « massacres » de Muyinga et Kinama, des victimes des massacres des Banyamulenge à Gatumba et d'autres encore.

En commune urbaine de Kamenge, deux chefs de quartiers ont été froidement abattus, peu avant ce drame, la police a rapporté le lynchage de Frédéric Misigaro, un ancien cadre du Service National de Renseignement. Madame Joselyne Ndayishimiye, infirmière à l'hôpital CESAR, a été grièvement blessée à coups de couteaux ; en province de Bujumbura rural, le directeur du Lycée de Rushubi a été abattu en plein jour et devant ses élèves. Ces cas évoqués ne sont que le sommet visible de l'iceberg. Il s'agit donc d'une question hautement préoccupante pour la nation entière. C'est d'autant plus sérieux que le contexte s'envenime davantage. Nombreux sont aujourd'hui d'honnêtes citoyens (acteurs politiques ou de la société civile) qui sont ouvertement menacés de lynchage, via des écrits anonymes ou autres appels téléphoniques inconnus.

